



COMMISSION DE  
L'OCÉAN INDIEN

**Revue de presse  
du 18 au 24 Août 2018**

*Les articles contenus dans ce document  
n'engagent que les auteurs et les sources  
dont ils émanent. Ils ne reflètent en  
aucun cas une position officielle de la COI*

## Sommaire

### I. COI et ses projets

- 1.1 Énergie Renouvelable ..... 3**
  - Rodrigues : « L'OSMOSUN produit 80 000 litres d'eau potable par jour »
- 1.2 Sécurité Maritime ..... 6**
  - African Organizations Increase Efforts to Prevent Piracy

### II. Centres d'intérêts

- 1.1 Agriculture ..... 7**
  - Agriculture : Une performance médiocre selon la Banque mondiale
- 1.2 Environnement ..... 9**
  - La Réunion participe au grand nettoyage "World clean up Day", samedi 15 septembre
- 1.3 Genre..... 11**
  - BAD : Trois milliards USD pour soutenir les femmes sur dix ans
- 1.4 Pêche ..... 13**
  - Atelier/ Une étude pour faciliter l'accès au crédit des associations de pêcheurs
- 1.5 Politique ..... 15**
  - Conjoncture - La SADC appelle à un environnement de paix
- 1.6 Sécurité Maritime ..... 17**
  - Seychelles calls on southern African nations to increase maritime stability in the region to attract foreign investors
- 1.7 Tourisme ..... 19**
  - [Vidéo] Tourisme : Le taux de croissance revu à 5%, indique Gayan

22 août 2018

<https://www.lexpress.mu/article/337601/rodrigues-losmosun-produit-80-000-litres-deau-potable-jour>

## Rodrigues : « L'OSMOSUN produit 80 000 litres d'eau potable par jour »



Camille Noté, chef de projet et développement commercial, Mascara Mauritius.

Le mois dernier, Rodrigues a inauguré une unité de dessalement d'eau de mer, afin de pallier le manque chronique d'eau potable qui affecte l'île. La Française Camille Noté, 28 ans, y est basée pour un an en tant que chef de projet et du développement commercial

dans l'océan Indien pour l'entreprise Mascara Mauritius. C'est cette filiale de Mascara, dont la maison mère se situe à Chartres, qui a mis en place cette unité de dessalement.

**Le projet Osmosun, installé très récemment, a l'air de bien fonctionner puisqu'il fournit de l'eau potable. Expliquez-nous la technologie derrière.**

Il s'agit d'une unité de dessalement d'eau de mer par osmose inverse, qui fonctionne au gré du soleil, sans batterie et sans émission de CO2. *Mascara Renewable Water* a développé la première technologie au monde de dessalement solaire. Les unités de dessalement conventionnelles ne supportent pas les variations d'énergies, comme le solaire lors du passage d'un nuage par exemple. L'OSMOSUN® est la seule unité au monde pouvant fonctionner avec des énergies variables telles que les énergies renouvelables.

**Ayant déjà vu une unité d'osmose inverse, le matériel peut rapidement se dégrader. Quels sont les risques d'une utilisation intensive de l'unité ?**

Il n'y a pas de risques. Les équipements d'Osmosun sont robustes et fiables. Nous utilisons des composants très performants et de très haute qualité. Comme toute unité de dessalement, il faut changer certains composants après plusieurs milliers d'heures de fonctionnement.

**Les détracteurs du solaire n'en démordent pas. Ils continuent d'affirmer que le solaire n'est utilisable que durant la journée. Osmosun a-t-il des installations pour y pallier, comme des batteries par exemple ?**

L'OSMOSUN®80 de Rodrigues produit 80m<sup>3</sup> (80 000 litres) par jour et cela, avec huit à dix heures de soleil. Cependant, la nuit, l'énergie est disponible et à moins chère.

De plus, Rodrigues possède des éoliennes, qui ne fonctionnent pas tout le temps la nuit par manque de charges et qui peuvent donc alimenter l'OSMOSUN®80 via le réseau. L'utilisation de batteries serait coûteuse et il y aurait un fort impact environnemental pour leur renouvellement. De plus, il est très facile de stocker de l'eau plutôt que de l'énergie.

**Quel est le prix de l'installation ? Comment peut-on valoriser les systèmes de dessalement pour faire baisser le prix ?**

Le prix de cette installation OSMOSUN®80, qui produit jusqu'à 300 m<sup>3</sup>/jour en hybride solaire et réseau, est compris entre 400 000 euros et 450 000 euros (Ndlr : entre Rs 16 millions et 18 millions). Ce coût englobe la prise en mer, la préfiltration, la logistique, le générateur solaire, l'installation, la mise en service et le prix varie en fonction des difficultés et de la qualité de l'eau.

**Cette installation fonctionne sous énergie solaire uniquement ou peut-on espérer la faire fonctionner à partir d'autres énergies vertes ?**

D'autres énergies vertes peuvent être utilisées.

**Ce projet a eu le soutien du programme Énergie de la Commission de l'océan Indien (COI) pour une partie du financement. Y a-t-il d'autres parties prenantes dans cette aventure ?**

Il y a eu la COI avec un financement de l'Union européenne, le Fonds français pour l'environnement mondial, avec l'aide de l'Agence française de développement, et une grosse contribution de l'Assemblée régionale de Rodrigues.

**Comment fonctionne le transfert de l'eau vers la population ? Y a-t-il un partenariat avec la Central Water Authority (CWA) pour cette distribution ?**

L'eau est acheminée vers un réservoir de 1 000 m<sup>3</sup> (1 000 000 litres) et est acheminée par tuyaux PEHD vers les foyers. La CWA n'intervient pas à

Rodrigues, c'est l'Assemblée régionale de Rodrigues qui fournit l'eau aux Rodriguais.

**Combien d'installations de ce type faudrait-il pour pallier le manque d'eau chronique à Rodrigues ou faut-il d'autres installations pouvant produire plus d'eau potable ?**

Il y a déjà des installations existantes qui produisent deux fois 1 000 m<sup>3</sup> et une autre de 300 m<sup>3</sup> (300 000 litres) et des installations en cours de construction, soit trois de 1 000 m<sup>3</sup>, ce qui fait un total de 5 800m<sup>3</sup> (5 800 000 litres). Il en faudrait le double pour pallier les besoins en eau potable des Rodriguais. Compte tenu du coût élevé de l'électricité, il faudrait utiliser l'énergie solaire ou éolienne pour satisfaire de tels besoins dans des conditions économiques et environnementales acceptables.

**Dans le cadre de votre projet, un puits a dû être foré pour puiser de l'eau salée et du concentrât (le résidu du dessalement) est rejeté. En termes d'impact environnemental, les détracteurs du projet estiment que ce concentrât peut déséquilibrer l'écosystème marin. Y a-t-il une surveillance accrue du rejet du concentrât comme c'est le cas dans les hôtels à Maurice ?**

Nous surveillons ce que nous rejetons. Nous avons déjà fait des analyses en début de production et nous en ferons tout au long de l'année. Nous respectons les normes environnementales de Rodrigues et l'étude d'impact environnemental, qui a été fait en début de projet.

**Quel sont les prochains projets verts de Mascara Mauritius ?**

Nous avons quelques pistes pour des hôtels à Rodrigues et nous souhaiterions convertir les osmoseurs conventionnels du réseau électrique en solaire hybride.

**Par Xavier Maugueret**

## African Organizations Increase Efforts to Prevent Piracy



Several African organizations, with the support of the European Union Commission, have decided here today to intensify their efforts to ensure that piracy does not resurface on the continent.

A resolution was signed by the Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA), the

Intergovernmental Authority on Development (IGAD), the East African Community (EAC) and the **Indian Ocean Commission (IOC)**.

At the seventh meeting of the steering committee of the Regional Maritime Security Program held in this capital, an agreement was reached to strengthen the region's capacity to combat piracy.

COMESA Assistant Secretary-General Kipyego Cheluget stressed the importance of addressing structural factors which could provide an opportunity for bandits.

For his part, the representative of the European Union, Ivo Hoefkens, reiterated his organization's commitment to supporting the region in developing its capacity to tackle organized crime in the maritime sector.

He also referred to the importance of maritime security in developing the benefits that the so-called blue economy can offer the region, based on what can be achieved by protecting ecosystems.

The regional program includes improving legal, legislative and infrastructure capacities to combat piracy and other maritime crimes, as well as dismantling financial networks related to these offenses and minimizing their economic impact.

## Agriculture : Une performance médiocre selon la Banque mondiale



*Une bonne politique rizicole fera le bonheur de la grande majorité de la population malgache.*

**La pauvreté qui continue de sévir à Madagascar trouve avant tout son origine dans l'incapacité des dirigeants qui se sont succédé à mettre en place une politique agricole efficace.**

Environ 77% de la population rurale vivent en dessous du seuil national de pauvreté. Et quand on sait que plus de 80% de Malgaches vivent en milieu rural, la grande majorité de la population vit donc dans une situation d'extrême pauvreté.

**Inefficacité.** Une situation qui trouve son origine dans l'inefficacité des actions entreprises pour le développement agricole. Selon la Banque mondiale, dans son dernier rapport sur la conjoncture économique, la performance constamment médiocre du secteur agricole signifie que la majorité de la population ne ressent pas les retombées de la croissance économique. « Environ 80% de la population exerce des activités agricoles, principalement dans les zones rurales où l'agriculture de subsistance est la principale source de revenus. Entre 2001 et 2012 (dernières données disponibles), 77 % de la population rurale vivaient en dessous du seuil national de pauvreté – un chiffre qui est resté inchangé. Et entre 2014 et 2017, le secteur agricole s'est contracté en moyenne de 0,8 % par an. Ce qui indique que la croissance économique de ces dernières années ne s'est pas traduite par une amélioration significative du bien-être de la population rurale ».

**Vanille.** Et pourtant quelque part, la nature est généreuse pour le pays. « Les conditions climatiques de Madagascar peuvent être à la fois une bénédiction et une malédiction pour les performances agricoles » selon toujours la Banque mondiale. « Le climat unique du pays a permis à

certaines cultures de rente comme la vanille, le girofle et d'autres épices à prospérer et à soutenir les moyens de subsistance des agriculteurs engagés dans ces secteurs agroalimentaires. Malgré les effets des cyclones Ava et Eliakim au début de l'année 2018, les recettes tirées de la production de vanille sont restées fortes car les prix demeurent élevés. Ce qui devrait attirer de nouveaux agriculteurs cherchant également à bénéficier de prix élevés ». Malheureusement, le pays n'est pas épargné par les catastrophes naturelles qui sont particulièrement néfastes pour l'agriculture. Cependant, la grave sécheresse et les cyclones de 2017 ont réduit l'offre de riz produit localement d'environ 20%. En conséquence, le secteur agricole (en tant que sous-secteur du secteur primaire) s'est contracté d'environ 6,6 pour cent en 2017. Une pluviométrie plus favorable en 2018 devrait accroître la production de riz, apporter une meilleure récolte et améliorer la sécurité alimentaire des plus vulnérables. Dans l'ensemble, le secteur de l'agriculture devrait connaître une croissance annuelle de 4,5 % en 2018.

**R.Edmond.**



## La Réunion participe au grand nettoyage "World clean up Day", samedi 15 septembre



**Le 15 septembre se tiendra la journée mondiale du grand nettoyage planétaire, le World clean up day. Le référent réunionnais de cette organisation mondiale, Guillaume Robert, nous a accordé un entretien. Il appelle la**

**population à se mobiliser contre la pollution.**

Le "World clean up day", ou jour du grand nettoyage est né en Estonie en 2008. A l'époque, le mouvement s'appelait "Let's do it" et visait à mobiliser le plus grand nombre de citoyens afin de ramasser les déchets éparpillés dans la Nature. Ce mouvement avait mobilisé 4% de la population estonienne, 10 000 tonnes de déchets avaient été récoltées en quelques heures.

Le mouvement a pris de l'ampleur : en quelques années, il s'est mondialisé et cette année ce sont 150 pays qui sont dotés d'une équipe "World clean up Day". À La Réunion, le référent du mouvement est Guillaume Robert, président de l'association "Roulé mon Z'avirons", qui réunit plus d'une centaine de défenseurs de l'environnement.

L'association participe régulièrement à des opérations de nettoyage des ravines ou du littoral et organise une brocante le 26 août, afin de remettre dans le circuit quotidien des objets qui auraient fini en déchetterie. Une démarche qui vise à changer les mentalités et faire prendre conscience du mode de vie contemporain, extrêmement polluant. C'est pour aider à endiguer la délétère surconsommation de notre société qu'agit Roulé mon Z'avirons.

Le 15 septembre, plusieurs actions de nettoyage sont d'ores et déjà programmées, mais Guillaume Robert appelle les citoyens Réunionnais et les associations à une large mobilisation. *"Il ne s'agit pas seulement de ramasser à la place des pollueurs, mais aussi de faire prendre conscience qu'il est temps de changer notre mode de consommation"*, affirme Guillaume Robert.

Le défenseur de l'environnement appelle également les écoles à participer au World clean up day, par dérogation le 14 septembre, le 15 étant un samedi. Le pari est lancé, La Réunion fera-t-elle mieux que la Slovénie, qui a, en 2014, réuni 15% de sa population autour de cette journée d'action planétaire ?

Pour participer à une opération de nettoyage (CleanUp), rendez-vous sur <https://worldcleanupday.fr/>



**B. A**

## BAD : Trois milliards USD pour soutenir les femmes sur dix ans



*Le président de la BAD, Akinwumi Adesina, avec la ministre canadienne du Développement international, Marie-Claude Bibeau.*

**L'autonomisation des femmes, les énergies renouvelables, l'agriculture et les mécanismes de financements novateurs étaient au centre des débats au siège du Groupe de la BAD (Banque Africaine de Développement), la semaine dernière.**

Un engagement partagé sur la promotion des femmes en Afrique. C'est ce qui est sorti de la rencontre entre la ministre canadienne du Développement international, Marie-Claude Bibeau, et du président de la BAD, Akinwumi Adesina, à Abidjan, Côte d'Ivoire. Les deux responsables se sont réunis au siège de la BAD, et ont mené des échanges avec d'autres hautes personnalités, sur des questions liées à l'approche genre, l'agriculture, l'énergie et l'accès aux financements. À noter que le Canada est le quatrième plus grand contributeur à la BAD parmi les membres non régionaux et le sixième donateur en importance au Fonds africain de développement (FAD), l'organe concessionnel du Groupe de la Banque. « Si nous voulons mettre fin à la pauvreté, les femmes en Afrique doivent être en mesure de développer pleinement leur potentiel. Elles ne doivent plus être perçues comme de simples bénéficiaires du développement, mais comme des agents de changement », a soutenu la ministre canadienne. D'après ses dires, 15% du budget de son département ministériel est affecté à des projets transformateurs pour les femmes, au Canada.

**Opportunités.** Pour la BAD, la stratégie en matière d'approche genre est un élément central de la vision ambitieuse, basée sur le fait que l'égalité entre les sexes fait partie intégrante du développement économique et social de l'Afrique. La vision inclut la création d'opportunités pour les femmes, les personnes défavorisées et marginalisées et les communautés, afin qu'elles puissent participer pleinement et bénéficier du développement de leurs

communautés et nations. En 2017, la BAD a enregistré des réalisations exceptionnelles, avec des décaissements de plus de sept milliards USD, soit la meilleure performance depuis sa création en 1964. Une bonne partie de ce budget est destinée à promouvoir les femmes. « De 2010 à 2017, les opérations de la Banque ont eu un impact positif sur la vie de millions d'Africains. Quatre-vingt-trois millions d'Africains ont bénéficié d'un meilleur accès aux transports et 49 millions ont accès à l'eau potable et à l'assainissement. Neuf millions de femmes africaines ont été connectées à l'électricité et les conditions de vie de 29 millions de femmes supplémentaires ont été considérablement améliorées grâce à l'amélioration de l'agriculture », a indiqué le président de l'institution. Il a profité de l'occasion pour faire appel à une plus grande mobilisation des ressources en faveur des femmes. À noter que la BAD prévoit déjà de réunir un fonds de garantie de 300 millions USD pour l'initiative AFAWA (Affirmative Finance Action for Women). Celle-ci devrait mobiliser près de 3 milliards USD sur dix ans pour le développement des capacités, accès au financement et réformes politiques, juridiques et réglementaires pour soutenir les entreprises dirigées par des femmes.

**Antsa R.**

## **Atelier/ Une étude pour faciliter l'accès au crédit des associations de pêcheurs**



**La Direction générale Ressources halieutiques à travers le Projet SWIOFish1 a organisé hier matin un atelier de restitution des travaux sur l'étude d'accès au crédit aux associations des pêcheurs comoriens. Cet atelier a pour but de montrer aux**

**associations des pêcheurs comoriens comment faire pour avoir l'accès au crédit dans les réseaux Mecks et les Sanduk des Comores.**

La Direction Générale Ressources Halieutiques à travers le Projet SWIOFish1 a mené des travaux relatifs à l'accès au crédit des associations des pêcheurs comoriens. Le travail a commencé depuis le mois d'Avril dernier et c'est le BCCM qui était chargé de faire l'étude. « Il y a déjà cinq mois qu'on travaille avec les réseaux Meck et les Sanduk des Comores sur cette étude et voir comment aider les pêcheurs à s'épanouir dans leur métier », a fait savoir Hadji Hassani, expert en Micro-finance. Cette étude concerne vingt-sept associations des pêcheurs dans notre pays et a comme objectif de les aider et les initier aux méthodes et facilités pour avoir accès au crédit dès les réseaux mutualistes Mecks et Sanduk des Comores.

Evoquant l'accès au crédit, cet expert en microfinance a aussi parlé de l'acquittement du crédit. « Les associations des pêcheurs doivent savoir que une fois créditer, elles doivent à leur tour rembourser le crédit », montre-t-il, avant de préciser que « durant notre étude, on a détecté que parmi les membres des pêcheurs, certains ne paient pas leurs dettes. On a remarqué que c'est un manque d'organisation et une mauvaise gestion du crédit. C'est

par ces motifs qu'on a organisé cet atelier afin d'expliquer aux pêcheurs comment avoir accès au crédit et comment pouvoir s'acquitter de sa dette ».

Dans un premier temps, l'étude concernait les associations des pêcheurs comoriens mais compte aussi aider les autres comme les fabricants de poisson fumé. « Ce n'est pas seulement les pêcheurs qu'on doit aider pour obtenir du crédit, mais on doit aussi appuyer les producteurs de poisson fumé », conclut-il.

**Nassuf Ben Amad (Stagiaire)**

## Conjoncture - La SADC appelle à un environnement de paix



**La situation à Madagascar a été discutée au niveau de la communauté régionale de l'Afrique australe. Les résolutions appellent à toutes les parties prenantes à une certaine retenue.**

Appréhension. Les tensions pré-électorales à Madagascar se font sentir dans d'autres lieux. La communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) n'a pas caché son inquiétude sur l'éventualité d'une crise postélectorale.

Dans le cadre du 38e sommet ordinaire des chefs d'État et de gouvernement à Windhoek, Namibie, la SADC a diffusé les résolutions. Madagascar a été représenté par le ministre des Affaires étrangères, Eloi Maxime Dovo. Dans l'ordre du jour, la situation à Madagascar a été discutée. Ainsi, avec un langage diplomatique, la SADC « a exhorté toutes les parties prenantes politiques à faire en sorte que les prochaines élections se déroulent dans un environnement pacifique ».

Avec l'anarchie instaurée par le vide juridique régissant la précampagne, la tension politique est palpable. Chaque candidat, en fonction des moyens dont il dispose et abat toutes leurs cartes pour gagner du terrain par rapport à ses concurrents. Dans cette optique, l'absence de plafonnement des fonds de campagne autorise des candidats à mobiliser des sommes insolentes.

### **Crise post-électorale**

Au vu des moyens mobilisés, il sera difficile pour les candidats perdants d'accepter les résultats des élections. Certains crient déjà victoire et

craignent une crise postélectorale s'ils perdent. Par ailleurs, dans un climat généralisé de méfiance, tout ce qui concerne les élections est sujet à polémique. L'intégrité de la Haute cour constitutionnelle, l'indépendance de la Commission électorale nationale indépendante, les lois organiques relatives aux élections, l'origine des fonds utilisés, la neutralité de l'administration et tant d'autres. Ayant mis en place un bureau de représentation à Madagascar, la SADC suit de près l'évolution de la conjoncture dans la Grande île. Ainsi, la communauté régionale s'inquiète des signes précurseurs de la crise. Dans les réseaux sociaux, une guerre de communication à plusieurs fronts est observée. Les débats sont passionnés, fanatiques et extrémistes. Depuis plusieurs mois, les attaques verbales agrémentées d'insultes et d'invectives remplissent les pages relatives à la politique. Cette situation est également aperçue dans les « Une » des journaux.

La mission première du gouvernement Christian Ntsay est d'organiser une élection libre et transparente dont les résultats sont acceptés par tous. Une série de mesures a été prise notamment le rappel à l'ordre des représentants de l'État dans les préfectures et des districts. Dans ce sens, le Premier ministre a également demandé l'avis à la HCC sur l'interprétation de l'article 39 de la Constitution.

Ainsi, les membres du gouvernement ne peuvent pas participer aux campagnes électorales. Il en est de même des membres de l'Exécutif, non élus, des collectivités territoriales décentralisées. À l'exception de celle de 1997, Madagascar n'a jamais connu d'alternance démocratique. Chaque scrutin aboutit à une longue crise post électorale. Afin d'éviter cela, des séries de consultations et d'ateliers, avec l'appui des partenaires internationaux ont été organisées depuis trois ans.

Il en est de même de l'élaboration des lois électorales. Toutefois, les événements du 21 avril ont tout chamboulé. La médiation de la SADC, de l'Union africaine, les Nations unies ainsi que l'Union européenne a abouti à un calme relatif après la mise en place du gouvernement de consensus. Toutefois, la tension est palpable d'autant que le trio d'enfer Hery Rajaonarimampianina, Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina a officiellement déposé sa candidature.

**Andry Rialintsalama**



## Seychelles calls on southern African nations to increase maritime stability in the region to attract foreign investors



The 38th summit of the Southern African Development Community (SADC) taking place in Namibia, ends on Saturday. (State House)

Photo license

The President of Seychelles, Danny Faure, has called for an increase in collective action towards maritime security for stability in the region in his address at the SADC summit for heads of states and governments in Namibia, State House said on Saturday.

“It is of utmost importance that we collectively talk on the curbing of international maritime crimes. These will create a more attractive business environment, will attract investors and foreign direct investment to our region, and thereby enable us to better compete and trade between ourselves and with the rest of the world,” said Faure.

The 38th summit of the Southern African Development Community (SADC) which ends on Saturday is taking place under the theme “Promoting Infrastructure Development and Youth Empowerment for Sustainable Development”.

Faure said that the southern part of the world has a commendable collective stretch of seashore, a wide collective oceanic territory and with it, highly relevant and important exclusive economic zones.

“It is important to note that a portion of our goods and services make it through our region’s shores and oceans onwards to the rest of the world.

When one reflects on this untapped set of resources, one can but wonder why we are not channelling parts of our efforts in the creation of proper infrastructures that would permit increased trade and movement of goods between us," added Seychelles' head of state.

In this regard, he advocated for prioritising the SADC maritime infrastructure, the SADC maritime security and SADC blue economy.

Speaking on the theme of the summit "Promoting Infrastructure Development and Youth Empowerment for Sustainable Development," Faure stressed on the importance of education for youth empowerment and to prepare society in face of the challenges of the fourth industrial revolution. "Without education of our children and youths as a constant in our works, we will lose once more, to industrialisation. We, therefore, wish that the concept of infrastructural development also incorporates in a strong tone, the education element," he said.

Faure added that the government of Seychelles "is of the view that we as SADC should in earnest, discuss how we can engage throughout our educational spectrum, from as early - as early childhood throughout to tertiary education, in order for us to champion the fourth industrial revolution. This can only be done through education. We wish that we can materialise such projects as the University of Transformation which will add to this endeavour."

As a result, the SADC summit endorsed the Seychelles' President's proposals on embracing the fourth industrial revolution and agreed to "create a digital platform for youth engagement on the relevance of our current educational systems to face the challenges of the fourth industrial revolution."

Earlier this week, the SADC Council of Ministers meeting which preceded the summit had agreed with a proposal by Seychelles to consider the readiness of member states educational systems to face the challenges of the fourth industrial revolution and to report to SADC Council in August 2019.

**By: Betymie Bonnelame**

20 août 2018

<http://ionnews.mu/video-tourisme-le-taux-de-croissance-revu-a-5-indique-gayan-200818/>

## [Vidéo] Tourisme : Le taux de croissance revu à 5%, indique Gayan



Le taux de croissance des arrivées touristiques sera d'au moins 5% pour cette année. « *S'il n'y a pas d'imprévu, on pourra faire mieux* », ajoute Anil Gayan. Des prévisions plus proches de celles de Statistics Mauritius, alors que le ministre du Tourisme avait annoncé un taux de fréquentation global de 6% à 7% en janvier.

Au niveau de l'industrie, Emirates ajoutera dix vols additionnels à sa desserte sur Maurice d'ici la fin de l'année, a annoncé Gayan. Et pour mieux faire connaître Maurice en Arabie saoudite, une campagne d'affichage a été lancée avec le concours de Saudi Arabian Airlines.

Gayan a également évoqué le retour d'Alitalia. Quelque 10 000 touristes sont attendus d'Italie, dit-il.

Abordant le rapport Lam Shang Leen, dont un volet est consacré à la Tourism Authority, le ministre du Tourisme annonce des «*décisions*» quant à la formation des skippers.

Pour ce qui est de la venue d'Uber, redoutée par les taxis d'hôtels, Gayan ne laisse filtrer aucun détail. Il confirme seulement réception d'une demande de rendez-vous auprès des autorités.

Commentant l'actualité, Gayan a condamné le vol de Rs 68 000 en devises dont a été victime un diplomate indien il y a quelques jours à l'hôtel Le Suffren. « *C'est un incident qui aurait pu être évité* », d'autant que la population devrait « *traiter les touristes comme des invités* ».



<https://www.youtube.com/watch?v=Ihy0eHHED5w>